



## FICHE D'INTERVENTION PPECF



N° Contrat	Titre et lieu de l'intervention			Pays			
C052	Table ronde du forum national de la CEFDHAC sur l'engagement des parties prenantes au processus de certification forestière en RDC			RDC			
Thématique <sup>1</sup>							
1	Systèmes de certification	7	EFIR	13	Gestion et protection de la faune	19	Traçabilité
2	Réseaux professionnels	8	Social interne	14	HVC	20	Etude / Diagnostic / Plan d'action
3	Conditions cadres gestion durable	9	Populations riveraines	15	Management	21	Marketing
4	Partenariat au niveau paysage	10	Populations autochtones	16	Suivi-évaluation	22	Communication / sensibilisation
5	Légal et réglementaire	11	Développement local	17	Hygiène, Sécurité, Santé	23	Monitoring PPECF
6	Technique aménagement	12	Environnemental	18	Formation	24	Facilitation et avis externes

Bénéficiaire(s)	Type	Prestataire(s)	Mode d'attribution
<a href="#">CEFDHAC</a>	société civile et experts indépendants	<a href="#">WWF-RDC</a>	Gré à gré

Montant total de l'intervention (Euro)	Financement PPECF (Euro)	Cofinancement bénéficiaire(s)	Signature (date)	Durée prévue	Durée effective
27.886	27.886	0 % de l'intervention 0 % des honoraires	05.08.2014	3jrs	3jrs

**Commentaires**  
Le budget a permis de couvrir le transport de 7 participants (Achat des billets d'avion et formalités, transport locaux), les frais Hébergement et per diem de 04 participants, l'organisation/logistique de l'atelier (Modération, secrétariat, pauses...).

Principes et critères du référentiel FSC
<b>Principe 1 :</b> L'Organisation doit respecter toutes les lois en vigueur, tous les règlements et les traités internationaux ratifiés au niveau national, tous les accords et conventions.
Mots clés
Table ronde, CEFDHAC, Certification forestière, secteur privé, légalité, RDC
Résumé de l'intervention
Les forêts congolaises représentent une superficie d'environ 135 millions d'hectares, très riche sur le plan socio-économique et environnemental, car constituent le moyen de subsistance à plus de 40 millions de personnes en RDC. Elles jouent également un rôle capital dans l'atténuation du changement climatique planétaire. Depuis l'avènement du code forestier en 2002, la RDC s'est engagée dans une politique de gouvernance qui a mis la participation de toutes les parties prenantes au cœur de son action en vue d'assurer une gestion durable de ses forêts, et a ouvert la voie à des réformes réglementaires importantes, grâce aux appuis de partenaires au développement et des ONG internationales. Malgré ces avancées, des efforts substantiels restent à faire pour concrétiser l'effectivité de la gestion durable des forêts en République Démocratique du Congo, notamment sur des aspects de contrôle forestier et faunique, de certification et la traçabilité forestière, d'application des textes et la gouvernance méthodologique, etc. Le présent atelier, organisé du 09 au 11 septembre 2014 à Kinshassa et axé sur la certification forestière en République Démocratique du Congo, a été organisé autour de 4 thèmes, à savoir : l'état des lieux du secteur forestier

1

Thématique principale	Thématique secondaire	Thématique tertiaire
-----------------------	-----------------------	----------------------

; la Certification forestière ; les projets d'appui ; le secteur privé et la légalité. Il a permis d'identifier les principaux goulots d'étranglement du processus de certification ; de partager des informations récentes en la matière ; de prendre des dispositions utiles pour améliorer la gouvernance forestière en général, et le processus de certification forestière vérifiée tierce partie en RDC, et d'adresser des recommandations spécifiques aux différents acteurs impliqués dans la gouvernance et la gestion durable des forêts en RDC.

#### Commentaires

- le RBUE a fait l'objet de beaucoup d'attention de la part des participants comme alternative à la question du marché. Avec la reconnaissance des certificats privés de « Légalité » (OLB ; VLC ; VLO) par le RBUE, il n'est plus absolument nécessaire aux concessionnaires forestiers, notamment de la RDC d'obtenir un certificat dit de « Gestion Durable ».

#### Principaux produits livrés, résultats enregistrés et impacts observés depuis l'intervention

- un communiqué final de l'atelier ;
- un dossier comportant l'ensemble des exposés, travaux de groupe et communications de l'atelier.

#### Utilité des résultats de l'intervention pour le bénéficiaire

- l'appui du PPECF a permis à la CEFDHAC et ses réseaux de communiquer sur les avancées, gaps en termes d'efforts à faire pour concrétiser et rendre effective la gestion durable des forêts en RDC.

#### Utilité des résultats de l'intervention pour une autre structure / un autre concessionnaire

- plusieurs autres structures présentes à l'atelier ont pu ainsi présenter leurs actions, et leurs propositions en vue d'améliorer la situation en RDC.

#### Utilité des résultats de l'intervention pour les partenaires techniques et financiers

L'atelier a connu la participation d'un important panel de partenaires techniques et financier intervenant en RDC et dans la sous-région, à l'endroit desquels des recommandations précises ont été adressées. Il s'agit entre autres : de l'Administration Forestière (MECNT, CN- COMIFAC, Cellule juridique, DGF, DEP, DIAF) ; des réseaux et structures de la CEFDHAC/RD Congo (REPALEF, REFFADD, FN CEFDHAC, les Points focaux provinciaux de la CEFDHAC) ; de la société civile (CRON, GTF, GTCR, AMAR, RRN, ADPE, PABO, ACB, CNJ, AMAR, REFADD, ADDIPA, OCEAN, OAN) ; des ONG internationales et organismes de Coopération (WWF, GIZ); du secteur privé (FIB, SIFORCO, SICOBOIS, SODEFOR, CFT); des Institutions et Projets spécialisés de la certification forestière (BNCF, PEFC, PPECF, FRM-France, CNCEIB, AGEDUFOR, PAFC-Gabon).

#### Leçons apprises / conseils / sujets à approfondir en phase II

- les échanges sur la certification ont relevé la nécessité de positionner les producteurs forestiers nationaux face aux marchés européens dans un contexte d'absence de concessions forestières certifiées FSC en RDC ;
- comme la RDC est évaluée (à tort ou à raison) comme un pays à risque, cela pourrait justifier que la due diligence des importateurs inclut un « système de vérification tierce partie » ;
- les participants ont exprimé un besoin de clarification et de précisions sur les concepts de traçabilité, d'audit à blanc, la multiplicité des systèmes de certification et ses contraintes, en termes de faisabilité de la certification et de la grille de légalité, les principaux goulots d'étranglements retrouvés lors de l'audit.

#### Documentation disponible sur le site web [www.ppecf-comifac.com](http://www.ppecf-comifac.com)



[TdR C052](#)



[Communiqué final de l'atelier](#)

#### Autres documents en relation avec cette étude sur le site web [www.ppecf-comifac.com](http://www.ppecf-comifac.com)



[Rapport « appui au fonctionnement de la cellule C4CF en RDC » \(C011\)](#)



[Etude coûts et bénéfices de la certification forestière \(C062\)](#)



[Rapport d'étude « appui à l'élaboration d'un standard de réponse des entreprises de RDC aux exigences du RBUE » \(C076\)](#)